

MINISTÈRE DE L'INFORMATION

DISCOURS

prononcé à Brest le 21 Juillet 1945

par le Général de GAULLE



REDE

des Herrn General de GAULLE

in Brest

DISCOURS

prononcé à Brest le 21 Juillet 1945

par le Général de GAULLE

Brest sort des pires douleurs, comme la France émerge du plus grand drame de son histoire. Mais, quelles que puissent être les nécessités sur lesquelles nous sommes courbés, il nous faut parfois lever la tête et porter nos regards au loin. Tout nous engage à le faire ici, car je ne crois pas qu'il existe un seul point de la terre de France où l'on discerne mieux qu'à Brest ce que sont pour notre peuple les devoirs du présent et de l'avenir.

Je dis : les devoirs du présent ! Ah ! les ruines qui nous entourent nous les font voir sous une bien dure lumière ! Voici cette grande ville maritime de France détruite presque de fond en comble, abritant dans ses décombres une population résolue à rebâtir la cité, mais freinée dans son ardeur par le manque de moyens. Sans doute nous trouvons-nous ici en un lieu qui a subi le paroxysme de l'épreuve. Mais, si les blessures reçues par la Patrie ne l'ont pas atteinte dans l'ensemble aussi profondément que Brest, sa chère fille, il est bien vrai cependant que la France entière est blessée. La grande tâche, la tâche sacrée, la tâche nationale s'appelle la reconstruction.

J'ai dit : les devoirs de l'avenir ! L'Océan qui bat tout près d'ici l'extrémité des terres les plus avancées de Bretagne nous rappelle quel rôle unique l'évolution du monde confère à notre pays. Nous ne sommes plus seulement comme jadis les gardiens du Rhin face aux ambitions germaniques ou la base de départ du monde occidental vers l'Afrique et vers l'Orient. Nous sommes aussi le cap de l'Europe tourné vers l'Amérique. Ne fut-ce pas là la raison profonde des deux grandes batailles de France, dont la première est le destin de l'Occident et dont la seconde assura la victoire de la liberté ? N'est-ce pas là l'explication des ruines de cette noble ville à la possession de laquelle devaient nécessairement s'acharner les oppresseurs et les libérateurs ? N'est-ce pas là enfin le motif qui nous impose pour l'avenir une vigilance rigoureuse, afin que, dans l'indépendance, nous soyons le trait d'union entre les deux mondes et non point, dans l'abandon, un enjeu ou un champ de bataille ? Ah ! certes oui, c'est ici qu'apparaissent en pleine clarté les grandes leçons qui doivent pour longtemps commander notre effort.

Il suffit d'évoquer cela pour mesurer l'importance vitale que vont revêtir pour la France les institutions nouvelles qu'elle est appelée à se donner. Sans doute, les meilleures institutions n'ont-elles de valeur qu'en fonction

des hommes qui les appliquent. Mais, inversement, quoi que ces hommes puissent valoir, leur activité ne porte de bons fruits que dans un cadre qui s'y prête. Sans vouloir encore, aujourd'hui, développer quelles dispositions je souhaite, pour ma part, voir inclure dans la constitution future de la IV^e République, je dirai que celle-ci devra se prêter aux réformes larges et profondes qui s'imposent aux temps nouveaux dans les domaines administratif, économique, social, moral, impérial. Mais elle devra en même temps favoriser cette continuité des desseins de l'Etat, cette force dans leur exécution, cette assurance pour les faire valoir dont un grand pays ne saurait plus se passer.

Mais quel peut être l'instrument qualifié pour élaborer nos institutions nouvelles ? Sur ce point capital, j'ai déjà fait connaître publiquement quelles sont les solutions concevables, et quelle est celle que je considère comme la meilleure pour le pays. Je veux le redire aujourd'hui au milieu des ruines et des espérances de Brest martyrisée au service de la Patrie.

Avant 1940, nous avions une constitution. Il nous est possible d'y revenir, au départ, c'est-à-dire d'élire une Chambre et un Sénat qui pourront, en se réunissant, élaborer une constitution nouvelle. Je sais que des hommes éminents par le talent et par l'expérience recommandent cette solution. Mais je dois dire qu'à mon avis, elle n'est pas satisfaisante, compte tenu de certains événements qu'on ne peut, hélas ! oublier, et pense qu'un tel retour ne semblerait pas, par nature, la bonne voie vers le renouveau. En tout cas, c'est au pays seul qu'il appartient d'en décider.

Faute de reprendre, pour commencer, les institutions d'antan, la nation doit conférer le pouvoir constituant à l'assemblée qu'elle va élire au mois d'octobre prochain. La nation peut, évidemment, si telle est sa volonté, lui attribuer en même temps la totalité de tous les autres pouvoirs. Pour moi, autant je souhaite que cette assemblée reçoive le mandat d'élaborer une nouvelle constitution, autant j'estimerai déplorable qu'elle se trouvât omnipotente, sans aucun frein, aucune limite, système qui presque toujours, quand il a été appliqué, a conduit aux crises les plus graves. Comment admettre qu'une assemblée se voit investie de la faculté et même de l'obligation de faire à son seul gré, de son seul mouvement, en vertu de son unique jugement, sans possibilité de révision ni d'amendement, toutes les lois de toutes les sortes ? Comment admettre qu'elle dispose en propre, totalement et sans aucun recours, pour un temps indéterminé, du destin de tous et de toutes choses ? Cela serait exactement cette dictature collective et, au surplus, anonyme, dont Michelet disait qu'elle est la pire de toutes, qui pourrait nous mener aux plus dangereux abus, et sous laquelle la France courrait le risque qu'aucun gouvernement digne de ce nom ne fût pratiquement possible. Et cela, au cours des prochains mois, où vont se poser justement les grands problèmes de la paix à faire. Les hommes qui ont le souci de l'avenir de la démocratie ne peuvent, après réflexion, vouloir une pareille aventure.

Quant à moi, je crois indispensable que, tout en chargeant l'assemblée d'élaborer la constitution nouvelle de ce qui peut et doit être fait dans un court délai, le pays approuve en même temps une organisation des pouvoirs comportant un équilibre.

Ainsi la constituante pourra-t-elle se consacrer surtout à sa tâche essentielle tout en gardant la décision dans les matières législatives importantes, et le gouvernement, dont l'assemblée aura d'ailleurs elle-même choisi le chef, aura la stabilité nécessaire.

Mais cette organisation à fixer momentanément aux pouvoirs en attendant que nous ayons de nouveau une constitution, pour que le pays l'approuve, il faut qu'elle lui soit proposée. Qui peut le faire, sinon le gouvernement que j'ai l'honneur de présider, qui est, par suite des circonstances, seul responsable vis-à-vis de la nation et dont c'est le strict devoir, tant que le pays n'a pas pu s'exprimer, de prendre les initiatives que commande l'intérêt de la nation ?

J'entends bien que de bons esprits qui discernent comme moi-même les redoutables aléas que pourrait faire courir au pays une assemblée omnipotente, proposent de déterminer dès aujourd'hui, par entente à réaliser entre les chefs actuels des divers groupements et partis politiques, un régime raisonnable de fonctionnement pour la future assemblée. Mais je vois mal comment et au nom de quoi un arrangement conclu dans les circonstances présentes entre personnalités et avant même que l'assemblée soit élue, engagerait plus tard, dans d'autres circonstances, cette assemblée entièrement souveraine. En vérité, le pays seul a le droit d'adopter un tel régime de fonctionnement des pouvoirs que ses mandants auront alors le simple devoir d'appliquer.

Voilà pourquoi le gouvernement ne se croit pas qualifié pour engager le pays, par décision arbitraire, soit dans la voie initiale des anciennes institutions, soit dans le chemin d'une constituante équilibrée dans ses pouvoirs, soit dans l'aventure d'une assemblée omnipotente, sans devoir se tourner vers la nation et, tout en déclarant ce qu'il estime être le meilleur, lui demander d'en décider elle-même. Certains objectent à une pareille procédure, qui s'appelle un referendum, que, si d'autres pays le pratiquent normalement, elle n'est pas, en France, conforme aux précédents. Mais quoi ? La situation où nous sommes, après plus de cinq années d'épreuves inouïes et l'écroulement de deux régimes successifs, comporte-t-elle des précédents ? Pour en sortir et pour rebâtir, il est juste et nécessaire que nous pratiquions une innovation. Laquelle, sinon celle qui consiste à consulter directement le peuple ?

Il est vrai que quelques-uns paraissent redouter que les données d'une telle consultation ne soient pas bien comprises par le corps électoral et que les Français et Françaises répondent dans la confusion aux questions qui leur seront posées. Je ne crois pas, pour ma part, que le peuple français soit hors d'état de saisir de quoi il retourne. Car voici les deux questions que le gouvernement compte poser au pays immédiatement avant les élections générales :

Première question : l'assemblée qui va être élue est-elle constituante ? La réponse sera par oui ou par non. Si, comme je le souhaite pour ma part, la majorité des Français et des Françaises répond oui, cela veut dire que l'assemblée n'a qu'à se mettre au travail pour nous faire une nouvelle constitution. Si, au contraire, la majorité répond non, alors il faut revenir au départ, aux institutions antérieures.

Deuxième question: Si l'assemblée est constituante, approuvez-vous le projet du Gouvernement fixant le fonctionnement des pouvoirs publics jusqu'à la mise en vigueur de la constitution? Réponse par oui ou par non.

Je rappelle que le projet prévoit que l'Assemblée élit le Président du Gouvernement, lequel choisit ses ministres et gouverne avec eux, jusqu'à ce que la constitution soit faite, ce qui doit être terminé au plus tard dans sept mois. Quant à l'Assemblée, outre qu'elle élabore la constitution, il lui appartient de voter le budget, la ratification des traités et les réformes de structure. Si la majorité des électeurs et des électrices répond oui à cette deuxième question, comme je le crois pour ma part nécessaire, l'équilibre des pouvoirs est assuré en attendant que la constitution la fasse. Si, au contraire, la majorité répond non, l'Assemblée dispose à elle seule de tous les pouvoirs sans exception. Quant à mon opinion, je l'exprime non moins nettement en disant ceci: j'espère et je crois que les Français et les Françaises répondront oui à chacune de ces deux questions.

La France sera bientôt maîtresse de ses destinées. Nous les lui aurons rendues comme nous le lui avons promis. A ces destinées, Brest n'a jamais cessé de croire. Ses ruines l'attestent assez haut.

GENERAL DE GAULLE

hielt am 21. Juli 1945 in Brest folgende Rede:

Brest hat den schmerzlichsten Leidensweg hinter sich, und Frankreich erhebt sich wieder, nachdem es das grösste Drama seiner Geschichte überwunden hat. Aber wie stark uns auch die Anforderungen des Tages in Anspruch nehmen, wir müssen manchmal aufschauen und den Blick weiteren Horizonten zuwenden! Und gerade hier drängt uns alles, dies zu tun, denn ich glaube nicht, dass es auf dem Boden Frankreichs einen Platz gibt, von dem aus man nachhaltiger, als in Brest, die Pflichten erkennen könnte, die unserm Volke für die Gegenwart wie für die Zukunft vorgezeichnet sind.

Ich sage: Pflichten für die Gegenwart! In welcher greller Beleuchtung zeichnen sie sich doch vor den Ruinen ab, die uns rings umgeben! Diese grosse französische Hafenstadt ist fast von grund auf zerstört, aber noch in ihren Trümmern birgt sie eine unentwegte Einwohnerschaft, die fest entschlossen ist, die Stadt wieder aufzubauen, deren Eifer aber, durch den Mangel an Hilfsmitteln, Hemmungen erfährt. Ohne Zweifel befinden wir uns hier an einer Stätte, die das Höchstmass der Leiden auszukosten hatte. Aber wenn auch das Vaterland in seiner Gesamtheit nicht so schwer heimgesucht wurde, wie Brest, seine liebe Tochterstadt, so steht nichtsdestoweniger Frankreich mit schweren Wunden da. Die grosse, die heilige, die nationale Aufgabe heisst nun Wiederaufbau.

Ich sagte: Pflichten für die Zukunft! Der Ozean, dessen Wogen unweit dieser Stelle das äusserste Vorgelände der Bretagne umspülen, erinnert uns daran, welche einzigartige Rolle die Welt-Evolution unserm Lande zuweist. Wir sind nicht mehr wie ehemals nur die Hüter, die am Rhein den deutschen Ansprüchen die Stirn zu bieten haben, oder nur Ausgangspunkt der westlichen Welt in der Richtung nach Afrika und nach dem Orient. Wir sind auch das Amerika zugewandte Kap Europas. Und liegt hierin nicht der tiefere Sinn der zwei grossen Frankreich-Schlachten umschlossen, deren erste das Geschick des Okzidents und deren zweite den Sieg der Freiheit bedingte? Und liegt hier nicht die Erklärung für die Ruinen, die sich in dieser edelmütigen Stadt anhäuferten und um deren Besitz Unterdrücker wie Befreier erbittert bis zum letzten kämpfen mussten? Und legt uns dies nicht für die Zukunft die Verpflichtung zu unausgesetzter Wachsamkeit auf, damit wir uns nach freiem Ermessen als Bindeglied zwischen zwei Welten betätigen können und nicht als willenloses Werkzeug oder gar wieder als Schlachtfeld benützt werden? Ja, ganz ohne Zweifel: gerade hier treten uns die grossen Lehren, die auf lange Zeit hinaus für alle unsere Anstrengungen richtunggebend sein müssen, mit besonderer Deutlichkeit vor Augen.

Es genügt, die Erinnerung an all dies wachzurufen, um die lebenswichtige Bedeutung der neuen Einrichtungen zu erkennen, die sich Frankreich zu geben haben wird. Ohne Zweifel ist der Wert auch der besten Einrichtungen bedingt durch den Masstab, der an die Menschen anzulegen ist, die zu ihrer Handhabung berufen sind. Aber umgekehrt wieder wird auch die Tätigkeit der Besten nur dann gute Früchte tragen können, wenn sie in der Lage sind, in geeignetem Rahmen zu wirken. Ohne für heute schon des näheren darauf eingehen zu wollen, welche Bestimmungen ich für meinen Teil in die Verfassung der IV. Republik eingegliedert sehen möchte, will ich nur betonen, dass sich diese Verfassung für die ausgedehnten und tiefgreifenden Reformen eignen muss, die in den neuen Zeiten auf verwaltungsmässigem, wirtschaftlichem, sozialem, moralischem und imperialpolitischem Gebiet unabweisbar notwendig geworden sind. Aber sie muss gleichzeitig den staatspolitischen Zielen jene Stetigkeit, jene Durchsetzungskraft und jene Zielstrebigkeit ermöglichen, ohne die ein grosses Land nicht mehr auskommen kann.

Aber welche Stelle ist zur Ausarbeitung unserer neuen Einrichtungen berufen? Zu diesem wichtigen Punkt habe ich schon öffentlich bekanntgegeben, welche Lösungen man sich vorstellen könnte und welche ich selbst als die beste für das Land ansehe. Ich will das heute inmitten der Ruinen, aber auch der Hoffnungen, die die im Dienste des Vaterlandes gemarterte Stadt Brest in uns aufsteigen lässt, wiederholen. Vor 1940 hatten wir eine Verfassung. Es wäre uns möglich, von ihr wieder auszugehen, das heisst eine Kammer und einen Senat zu wählen, die gemeinsam eine neue Verfassung ausarbeiten könnten. Ich weiss, dass wohltalentiertere und wohlerefahrenere Männer für diese Lösung eintreten. Aber ich muss sagen, dass sie nach meiner Ansicht nicht befriedigt, zumal wenn man an gewisse Vorgänge denkt, die leider nicht zu vergessen sind, und ich bin der Meinung, dass ein solches Zurückgehen schon an und für sich nicht der richtige Weg zu einer Erneuerung wäre. Auf alle Fälle hat nur das Land hier zu entscheiden.

Wenn man nicht damit anfangen will, die früheren Einrichtungen wieder zu übernehmen, so muss die Nation der Versammlung, die sie im kommenden Oktober zu wählen hat, den Auftrag geben, eine neue Verfassung auszuarbeiten. Die Nation kann allerdings, wenn sie will, ihr gleichzeitig alle andern Vollmachten übertragen. So sehr ich selber aber den Wunsch hege, dass diese Körperschaft den Auftrag erhält, eine neue Verfassung auszuarbeiten, so sehr würde ich es beklagen, wenn man sie allmächtig werden liesse, wenn ihr keinerlei Zügel, keinerlei Grenze auferlegt wäre, denn das wäre ein System, dessen Anwendung fast immer die schwersten Krisen heraufbeschwor. Wie könnte man zulassen, dass eine Versammlung die Möglichkeit und selbst die Verpflichtung hätte, nach ihrem alleinigen Belieben und Gutdünken und ganz aus eigener Urteilskraft, ohne jede Revisions- oder Abänderungsmöglichkeit alle ihr nur beliebenden Gesetze jeglicher Art zu schaffen? Wie dürfte man zulassen, dass sie allein und unumschränkt, ohne jede Rekursmöglichkeit und auf unbegrenzte Zeit über die Geschicke aller Menschen und Sachen bestimme? Das wäre genau jene, obendrein noch anonyme, Kollektiv-Diktatur, von der Michelet sagte.

dass sie die schlimmste von allen sei, die zu den gefährlichsten Missbräuchen führen könnte und unter der Frankreich Gefahr liefe, dass die Bildung einer Regierung, die diesen Namen auch verdient, in der Praxis unmöglich wäre. Und dies im Laufe der nächsten Monate, in denen sich gerade die grossen Probleme des zu schliessenden Friedens stellen. Die Männer, denen die Zukunft der Demokratie am Herzen liegt, können nach reiflicher Überlegung ein solches Abenteuer nicht wollen.

Was mich anbetrifft, so glaube ich, dass es unerlässlich ist, dass das Land die Körperschaft zwar beauftragt, die neue Verfassung auszuarbeiten, was binnen kurzer Frist vollbracht werden kann und muss, dass das Land zu gleicher Zeit aber einer Verteilung der Vollmachten zustimmt, die ein Gleichgewicht gewährleistet.

So wird sich die verfassungsgebende Versammlung in erster Linie ihren eigentlichen Aufgaben widmen, zugleich aber die Entscheidung über wichtige gesetzgeberische Angelegenheiten behalten können, und die Regierung, deren Chef übrigens die Versammlung selber gewählt haben wird, wird über die erforderliche Stabilität verfügen.

Aber diese Organisation, die zeitweilig mit der Macht betraut werden soll, bis wir wieder eine Verfassung haben, muss dem Lande in Vorschlag gebracht werden, wenn es ihr seine Zustimmung geben soll. Wer könnte das tun, wenn nicht die Regierung, der ich die Ehre haben vorzustehen, die, wie es die Umstände mit sich brachten, gegenüber der Nation allein verantwortlich ist und die die unbedingte Pflicht hat, die im Interesse der Nation liegenden Schritte anzuregen, solange das Land nicht seinen Willen zum Ausdruck bringen konnte?

Ich begreife wohl, dass wohlmeinende Kreise, die, wie ich selbst, die bedenklichen Fährlichkeiten kennen, denen das Land durch eine allgewaltige Körperschaft ausgesetzt werden könnte, den Vorschlag machen, dass man heute schon durch eine Verständigung zwischen den verschiedenen Leitern der politischen Gruppen und Parteien angemessene Arbeitsgrundlagen für die künftige Körperschaft sicherstelle. Aber ich sehe nicht recht gut, wie und in welchem Namen eine Vereinbarung, die unter den heutigen Umständen zwischen gewissen Persönlichkeiten und noch vor der Wahl der Körperschaft geschlossen würde, später, unter ganz andern Umständen, für diese vollkommen souveräne Versammlung irgendwie bindend sein könnte. In Wahrheit hat das Land allein das Recht, einen solchen Regierungsapparat zu bestimmen, den seine Beauftragten dann einfach pflichtgemäss anzuwenden haben.

Aus diesen Gründen hält sich die Regierung nicht für berechtigt, durch willkürliche Entscheidung das Land auf den Weg der alten Einrichtungen, oder auf den Weg einer in ihren Befugnissen ausgeglichenen Konstituante oder auf den Weg des Abenteuers einer mit unbeschränkten Vollmachten ausgestatteten Körperschaft zu verweisen, ohne dass sie sich zuvor an die Nation wendet, um sie bei aller Betonung dessen, was sie von ihrem Standpunkte aus für das beste hält, zu veranlassen, selber die Entscheidung zu treffen.

Gegen ein solches Verfahren, das man Referendum (Volksentscheid) nennt, machen gewisse Kreise geltend, dass es zwar in einzelnen Ländern

üblich sei, in Frankreich aber noch nie angewandt wurde. Aber was! Kann man in der Lage, in der wir uns nach fünf Jahren unerhörter Prüfungen befinden, und nach dem Zusammenbruch zweier hintereinander folgender Regierungssysteme überhaupt von Präzedenzfällen sprechen wollen? Wenn wir weiterkommen und wiederaufbauen wollen, so müssen wir gerechter- und notwendigerweise etwas neues bringen. Und was könnte anderes in Frage kommen, als eine direkte Volksbefragung?

Allerdings scheinen manche die Befürchtung zu hegen, dass die Unterlagen zu einer solchen Befragung der Wählerschaft nicht recht klar sind und dass unter Franzosen und Französinnen Verwirrung hinsichtlich der ihnen gestellten Fragen Platz greifen könnte. Ich für meinen Teil glaube nicht, dass das französische Volk ausserstande ist, zu verstehen, worum es geht. Denn die Regierung gedenkt, unmittelbar vor den allgemeinen Wahlen dem Lande die beiden nachstehenden Fragen vorzulegen:

Erste Frage: Ist die Körperschaft, die gewählt werden wird, verfassungsgebend? Die Antwort wird «Ja» oder «Nein» zu lauten haben. Wenn sie, wie ich es für meinen Teil für wünschenswert halte, durch die Mehrheit der Franzosen und Französinnen mit «Ja» beantwortet wird, so will das heissen, dass die Körperschaft sich sofort an die Arbeit zu machen hat, um eine neue Verfassung für uns auszuarbeiten. Wenn dagegen die Mehrheit «Nein» antwortet, dann müssen wir an den Ausgangspunkt, zu den früheren Einrichtungen, zurückkehren.

Zweite Frage: Wenn die Körperschaft verfassungsgebend ist, billigen Sie den Regierungsentwurf, der das Spiel der Öffentlichen Gewalten bis zum Inkrafttreten der Verfassung festlegt? Auch hier hat die Antwort «Ja» oder «Nein» zu lauten.

Ich erinnere daran, dass der Entwurf vorsieht, dass die Körperschaft den Präsidenten der Regierung wählt, der wieder seine Minister aussucht und mit ihnen gemeinsam regiert, bis die Verfassung fertiggestellt ist, was spätestens nach sieben Monaten der Fall sein muss. Die Körperschaft (Assemblée) hat neben der Ausarbeitung der Verfassung über das Budget, über die Ratifizierung von Verträgen und die Strukturreformen abzustimmen. Wenn die Mehrheit der Wähler und Wählerinnen diese zweite Frage mit «Ja» beantwortet, wie ich, für meinen Teil, es für notwendig halte, so ist das Gleichgewicht zwischen den Gewalten bis zur Fertigstellung der Verfassung gesichert. Wenn dagegen die Mehrheit «Nein» antwortet, so verfügt die Körperschaft allein und ausnahmslos über alle Gewalt. Meine Ansicht zu diesem Punkte bringe ich unzweideutig wie folgt zum Ausdruck: Ich hoffe und glaube, dass die Franzosen und die Französinnen diese beiden Fragen mit «Ja» beantworten werden.

Frankreich wird bald über seine Geschicke bestimmen können. Unserem Versprechen gemäss legen wir sie in seine Hände zurück. Brest hat den Glauben an Frankreichs Schicksale niemals aufgegeben, seine Ruinen legen deutlich genug Zeugnis dafür ab.

IMPRIMERIE
ALSACIENNE
STRASBOURG